



Réunion sur les assises de la pédiatrie avec le ministre de la santé du 7 décembre 2022 en visio

Présent pour la Fédération CGT Santé et Action Sociale : Cédric Volait

1. Face à la crise de la bronchiolite et la colère de la pédiatrie, le ministre propose... des assises en 2023 !

Dans son introduction, le ministre n'est pas rentré dans les détails des difficultés inédites rencontrées par la pédiatrie. Au contraire, il est resté très général, évoquant un « *système de santé fragilisé par des années de lutttes contre la Covid* ». Pas un mot sur les services fermés et les centaines de lits qui font cruellement défaut pour soigner les enfants. Rien sur les personnels non plus. Aucune remise en cause des plans de restrictions qui ont conduit à cette catastrophe.

« *Il faut inventer des nouveaux métiers en ville et à l'hôpital sur la pédiatrie* » et « *il nous faut construire des parcours de soins partagés, coordonnés, entre la ville et l'hôpital [...] car il nous faut prendre soin des enfants les plus fragiles* ». Le ministre est resté sur un terrain idéologique, parlant de « *reconstruction des filières de pédiatrie* » ou de mettre « *l'enfant au centre des discussions entre professionnels* ». Un affichage de bons sentiments sans moyens qui, de fait, poursuit la même politique.

Le décalage est complet avec ce que vivent et ce que demandent les personnels.

Il a évoqué « *une instruction du 17 novembre 2022 envoyée aux ARS* » avec différentes mesures (mesure de soutien aux soins non programmés, une revalorisation du travail de nuit, la reconnaissance de la technicité de la spécificité du travail dans les services de soins critiques pédiatriques pour les puériculteurs.trices et les aides puériculteurs.trices, une enveloppe particulière pour financer les dépenses immédiates et utiles pour notre système hospitalier, etc.). La publication des textes réglementaires serait en cours.

Enfin et pour « *répondre à cette urgence* », comme il l'a dit lui-même, le ministre a annoncé des assises sur la pédiatrie au printemps 2023 ! Elles devraient permettre de dégager « *une feuille de route pluriannuelle pour la pédiatrie et la santé de l'enfant* » en lien avec la première ministre et différents ministères (éducation nationale, recherche, autonomie et personnes handicapées, etc.).

Adrien Taquet, secrétaire d'Etat chargé de la protection de l'enfance est intervenu à la suite du ministre Braun avec les mêmes éléments de langage : « *Ces assises sont une opportunité historique qui est devant nous et que nous devons saisir [...] pour élaborer une politique publique sur la santé et le mal de l'enfant [...] avec une ambition forte et large [...] en étant en mode action avec une feuille de route précise [...] en partant des besoins de l'enfant* ».

Puis, Christelle Gras Le Guen, présidente de la société française de pédiatrie a tenté à son tour de positiver ces assises (« *Nous sommes satisfaits de l'enthousiasme des soignants pour nos assises [...] c'est une chance que nous avons aujourd'hui* »), mettant l'accent sur « *l'importance de partir des besoins de santé* » pour les travaux à venir.

Sur la méthodologie, elle a expliqué : « *Il y aura des groupes de travail ainsi que des auditions et des déplacements qui pourront être fait sur site [...] afin de faire une collecte des bonnes idées afin de les mettre ensuite en commun et pouvoir au sein de chaque grands axes, les proposer au printemps à monsieur le ministre afin qu'il puisse arbitrer sur ces propositions* ».

Les 6 grands axes seraient les suivants :

- 1) Garantir à tous les enfants un parcours de santé de qualité et sans rupture
- 2) Améliorer le parcours en santé des enfants aux besoins particuliers
- 3) Relever le défi de la santé mentale des enfants
- 4) Mieux prévenir, pour améliorer la santé globale des enfants
- 5) Renforcer la formation des professionnels et faire évoluer les métiers de la santé de l'enfant
- 6) Améliorer les connaissances et les pratiques en santé de l'enfant par la recherche, et favoriser les pratiques innovantes

Un grand plan « Com » devrait accompagner tout ça : « *Il nous faudra convaincre tout le monde de l'avancée de ces assises* » et « *convaincre que personne n'est laissé de côté* ».

2. L'intervention de la Fédération de la CGT Santé et Action Sociale décrit une toute autre réalité que celle présentée par les ministres. Les besoins et revendications sont connus ! Il y a urgence à y répondre !

Ci-dessous l'intervention :

« Merci Monsieur le ministre pour votre invitation,

Alors que depuis des années la situation de l'hôpital est à l'origine de nombreuses mobilisations pour l'instant ignorées, depuis plusieurs semaines des services de pédiatrie ne cessent d'alerter sur la situation qui s'aggrave et demande des mesures urgentes. L'impossibilité honteuse d'accueillir et de soigner les enfants atteints de bronchiolite ne relève pas d'une catastrophe sanitaire non identifiée. La situation de l'hôpital est la conséquence des politiques menées depuis plusieurs années et qui n'ont eues de cesse de fermer des lits et des services, d'organiser la pénurie de médecins et de personnels paramédicaux, d'affaiblir la fonction publique hospitalière.

Aujourd'hui, le discours que vous portez fait peser la responsabilité sur les patient·e·s et sur les personnels puisque ce seraient à eux de faire remonter des solutions. De plus, nous vous avons même entendu, monsieur le ministre, banaliser l'envoi d'un enfant très jeune, atteint de bronchiolite, à 300 km de son domicile. S'applique maintenant à la pédiatrie, ce que vous avez généralisé avec les urgences, c'est-à-dire le tri des malades et les procédures dégradées.

Ce n'est pas la multiplication de réunions qui donnera les moyens financiers et humains aux établissements de couvrir les besoins de la population et aux professionnels les moyens d'exercer dignement leur travail.

Vous avez annoncé dans l'introduction qu'il nous faut partir des besoins en matière de santé des jeunes patient·e·s, pourtant le système d'enveloppe fermée via l'ONDAM et les économies demandées chaque année ne permettent plus de partir des besoins. Il faudrait donc commencer par en finir avec ce système d'austérité financière. Sinon toutes les propositions qui pourront être faites resteront simplement au stade de bonnes intentions dans le meilleur des cas ou bien continuerons de pousser encore un peu plus vers la sortie des personnels dégoutés de travailler dans de telles conditions !

De même, la population est de plus en plus inquiète et révoltée de voir la manière dont sont soignés leurs enfants. Les annonces comme celle d'hier de ne pas mettre des mesures spécifiques en place pour répondre aux situations des patient·e·s sous respirateur à domicile, lors des éventuelles coupures d'électricité, montrent une absence totale de capacité de notre pays à anticiper les problèmes sanitaires.

La population est à nos côtés, pour exiger Monsieur le ministre, de rompre avec ces politiques de démantèlement de notre système de santé qui nous mènent à des

situations chaotiques qui s'enchaînent les unes après les autres.

Monsieur le ministre, vous devez prendre en compte, de manière urgente, les revendications que portent les personnels et la CGT. Elles sont simples et claires. Il faut :

- Arrêter de fermer des lits, arrêter de fermer des services d'urgences pédiatriques entiers et rouvrir tous ceux nécessaires pour la population,*
- Un choc d'attractivité et de reconnaissance avec une véritable revalorisation générale des salaires à partir d'un SMIC à 2000 euros, une véritable reconnaissance des qualifications et déroulement de carrière,*
- Une indexation des salaires sur l'inflation,*
- Développer et financer un plan pluriannuel de formations qualifiantes et d'embauches dans toutes les professions du sanitaire et du social,*
- Mettre fin à Parcours sup qui est un échec total,*
- Remettre en place les contrats d'études : véritable pré-embauche permettant de programmer les activités dans le temps, mais aussi de mettre fin au cumul emploi-étude source d'abandons et d'échecs, soumise à cotisations sociales et pris en compte dans le calcul de la retraite,*
- l'arrêt de l'individualisation des rémunérations et le retour à un véritable statut général des fonctionnaires renforcé posant des garanties collectives claires et équitables. "*

3. Quelques éléments d'analyse à la sortie de cette réunion : dénoncer la situation ne suffit plus, il faut élargir au delà de la CGT !

La Fédération de la CGT Santé et Action Sociale a été invitée au dernier moment (24h avant) à une réunion de préparation des Assises sur la pédiatrie par le ministre de la santé François Braun.

Il y avait environ 140 participant·e·s : une dizaine en présentiel (ministre, ministre délégué, secrétaire d'Etat, conseillers) et 131 en visio (représentants de pédiatres, de médecins, de kinés, de puériculteurs·trices, du secteur privé lucratif, des associations, des syndicats, etc.).

La réunion a duré environ 1h30.

Peu de place au débat, très peu d'interventions, la CGT Santé a pu intervenir en s'imposant.

Comme lors des réunions de la mission Flash urgences cet été, le ministère tente d'englober les organisations dans un pseudo-consensus, en les présentant comme « *parties prenantes* » des réformes à mener.

Au cours de cette « *grande messe* », le ministre de la santé a semblé satisfait de la mise en place d'assises de la pédiatrie pour le mois de mai 2023. Entre temps, il y aura 6 groupes de travail sur 6 axes où il demande à tout le monde de faire des propositions.

La plupart des interventions semblaient orchestrées avec des remerciements pour l'initiative du ministre « *c'est super monsieur le ministre, ça fait longtemps qu'on attendait ça, on est pleinement partie prenante de votre démarche...* ».

On avait l'impression d'être dans un espace complètement déconnecté de la réalité, au moins pour les premières interventions. Ensuite, la CGT est intervenue à contre-courant des participants précédents, ce qui a libéré un peu la parole des intervenant·e·s suivants puisqu'ensuite deux médecins sont intervenus pour dire qu'ils étaient "sceptiques sur la démarche et sur les résultats attendus".

L'utilisation d'un vocabulaire très positif pour faire diversion est à l'image du décalage profond avec les revendications des personnels. Au lieu de parler de "crise", à chaque fois, les intervenant·e·s précisaient que les difficultés rencontrées sont une "chance"... "*une opportunité*"... pour améliorer les choses. Alors que c'est le chaos partout !

La CGT Santé est intervenue pour tenter de reconnecter les participant·e·s au réel. Il n'y a que la CGT Santé qui est intervenue pour dénoncer la situation créée par le gouvernement. Les autres syndicats ne sont pas intervenus ou n'étaient pas là.

Que faire maintenant ?

La question est de voir quel rôle la CGT entend jouer dans ce "show" pour essayer de ne pas être isolée, pour aider à résister à la pression du dispositif de « pseudo consensus » mis en place par le ministère et essayer de regrouper sur le terrain de la défense de l'hôpital.

Ne serait-il pas intéressant que la CGT s'adresse à tous ces représentant·e·s pour leur dire que nous avons participé à une réunion avec le ministère dans une situation de délabrement de l'hôpital public comme nous n'avons jamais connue et que nous sommes inquiet·e·s de ce que nous avons entendu ? Le ministère cherche à embarquer tout le monde dans une énième concertation pendant qu'il est en train d'organiser au même moment l'effondrement de notre système de santé.

Une réunion la plus large possible est elle possible ? Une déclaration commune pour dire que maintenant ça suffit, que nos revendications sont simples, claires et qu'elles peuvent être mises en œuvre immédiatement est elle envisageable ?